

UNAMIR

MANDATE OF UNAMIR

22 JUNE 1993 - 30 NOV 1994

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

[3 CONFIDENTIAL]
RH/WG APR 2001

UNARCHIVES

SERIES	<u>S-1120</u>
BOX	<u>17</u>
FILE	<u>6</u>
ACC.	<u>1998/0278</u>



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/RES/965 (1994)
30 novembre 1994

RÉSOLUTION 965 (1994)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3473e séance,
le 30 novembre 1994

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier sa résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993, par laquelle il a créé la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), et ses résolutions 912 (1994) du 4 avril 1994, 918 (1994) du 17 mai 1994 et 925 (1994) du 8 juin 1994, qui énoncent le mandat de la MINUAR,

Ayant examiné le rapport intérimaire du Secrétaire général sur la MINUAR en date du 25 novembre 1994 (S/1994/1344),

Prenant note du rapport du Secrétaire général sur la sécurité dans les camps de réfugiés rwandais en date du 18 novembre 1994 (S/1994/1308),

Rappelant la résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994 par laquelle il a créé le Tribunal international pour le Rwanda,

Soulignant qu'il importe de parvenir à une réconciliation authentique de tous les éléments de la société rwandaise dans le cadre de l'Accord de paix rusha,

Notant que le Haut Commissaire aux droits de l'homme a déployé des spécialistes des droits de l'homme au Rwanda afin de suivre l'évolution de la situation des droits de l'homme, d'aider à régler les problèmes existants et d'empêcher que des violations éventuelles des droits de l'homme ne se produisent, de contribuer à instaurer un climat de confiance et à créer un environnement plus sûr et de faciliter ainsi le retour des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi que de mettre en oeuvre des programmes de coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, portant en particulier sur l'administration de la justice,

Notant aussi que la présence de mines terrestres sur l'ensemble du territoire pose de graves problèmes à la population civile et entrave le retour des réfugiés et des personnes déplacées et les autres initiatives en matière d'assistance humanitaire,

94-47585 (F)



/...

Se félicitant que le Secrétaire général ait créé le fonds d'affectation spéciale prévu dans la résolution 925 (1994) du 8 juin 1994,

1. Décide de proroger le mandat de la MINUAR jusqu'au 9 juin 1995;
2. Réaffirme que la MINUAR devra :
 - a) Contribuer à la sécurité et à la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils en danger au Rwanda, grâce notamment à la création et au maintien, là où cela est possible, de zones protégées à des fins humanitaires;
 - b) Assurer la sécurité et l'appui de la distribution des secours et des opérations d'assistance humanitaire;
 - c) User de ses bons offices pour faciliter la réconciliation nationale dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha;
3. Décide d'élargir le mandat de la MINUAR et de la charger de s'acquitter des responsabilités supplémentaires ci-après dans les limites des ressources dont elle disposera :
 - a) Contribuer à assurer la sécurité, au Rwanda, du personnel du Tribunal international pour le Rwanda et des spécialistes des droits de l'homme, notamment en protégeant en permanence le Bureau du Procureur et en prévoyant des escortes pour assurer la sécurité des missions effectuées à l'extérieur de Kigali;
 - b) Aider à la mise en place et à l'instruction d'une nouvelle force de police nationale intégrée;
4. Exhorte le Gouvernement rwandais à continuer de coopérer avec la MINUAR dans l'accomplissement de son mandat et, en particulier, à faire en sorte que les forces de la Mission, le personnel du Tribunal international pour le Rwanda et les spécialistes des droits de l'homme aient librement accès à toutes les régions du Rwanda;
5. Se félicite que la MINUAR s'efforce d'accroître ses moyens de radiodiffusion de façon à atteindre les camps de réfugiés dans les pays voisins et exprime l'espoir qu'il sera prochainement possible au Gouvernement rwandais de conclure avec la Mission les arrangements voulus à cet effet, y compris l'attribution d'une fréquence radio;
6. Rend hommage aux États, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales qui ont fourni une aide humanitaire et autre, et les encourage à continuer d'apporter leur aide et à l'accroître, en particulier au Rwanda;
7. Prie le Secrétaire général de faire des recommandations sur les mesures que l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre pour faciliter la mise en place d'un programme de déminage efficace au Rwanda;

/...

8. Demande à la communauté internationale de fournir les ressources nécessaires pour répondre aux besoins immédiats du Gouvernement rwandais, soit directement soit en versant des contributions au Fonds d'affectation spéciale créé en application de la résolution 925 (1994) du 8 juin 1994;

9. Prie le Secrétaire général de lui faire savoir, à l'issue des consultations habituelles, s'il considère que les tâches supplémentaires prévues au paragraphe 3 rendent nécessaire d'envisager un renforcement des moyens logistiques et des effectifs de la MINUAR;

10. Décide de garder la situation au Rwanda et le rôle de la MINUAR à l'étude et, à cette fin, prie le Secrétaire général de lui faire rapport d'ici au 9 février 1995, puis le 9 avril 1995 au plus tard, sur l'accomplissement de son mandat par la MINUAR, la sécurité des populations en danger, la situation humanitaire et les progrès enregistrés en ce qui concerne le rapatriement des réfugiés;

11. Rend hommage au Secrétaire général, à son Représentant spécial et à son Envoyé humanitaire spécial qui se sont employés à coordonner l'action de l'Organisation en vue de résoudre les différents aspects de la crise au Rwanda;

12. Décide de rester activement saisi de la question.



Security Council

Distr.
GENERAL

S/RES/965 (1994)
30 November 1994

RESOLUTION 965 (1994)

Adopted by the Security Council at its 3473rd meeting,
on 30 November 1994

The Security Council,

Reaffirming all its previous resolutions on the situation in Rwanda, in particular its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 by which it established the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR), and its resolutions 912 (1994) of 4 April 1994, 918 (1994) of 17 May 1994, and 925 (1994) of 8 June 1994, which set out the mandate of UNAMIR,

Having considered the progress report of the Secretary-General on UNAMIR dated 25 November 1994 (S/1994/1344),

Noting the report of the Secretary-General on security in the Rwandese refugee camps of 18 November 1994 (S/1994/1308),

Recalling its resolution 955 (1994) of 8 November establishing the International Tribunal for Rwanda,

Stressing the importance of achieving genuine reconciliation between all elements of Rwandan society within the frame of reference of the Arusha Peace Agreement,

Noting the deployment of human rights officers to Rwanda by the High Commissioner for Human Rights in order to monitor the ongoing human rights situation, to help redress existing problems and prevent possible human rights violations from occurring, to help foster a climate of confidence and the establishment of a more secure environment and thus facilitate the return of refugees and displaced persons, and to implement programmes of technical cooperation in the field of human rights, particularly in the area of administration of justice,

Noting also that the widespread dispersal of landmines is causing hardship to the civilian population and is hampering the return of refugees and displaced persons and other humanitarian relief efforts,

94-47584 (E)



/...

Welcoming the establishment by the Secretary-General of a Trust Fund pursuant to resolution 925 (1994) of 8 June 1994,

1. Decides to extend the mandate of UNAMIR until 9 June 1995;
2. Reaffirms that UNAMIR will:
 - (a) Contribute to the security and protection of displaced persons, refugees and civilians at risk in Rwanda including through the establishment and maintenance, where feasible, of secure humanitarian areas;
 - (b) Provide security and support for the distribution of relief supplies and humanitarian relief operations;
 - (c) Exercise its good offices to help achieve national reconciliation within the frame of reference of the Arusha Peace Agreement;
3. Decides to expand UNAMIR's mandate to include the following additional responsibilities within the limits of the resources available to it:
 - (a) Contribute to the security in Rwanda of personnel of the International Tribunal for Rwanda and human rights officers, including full-time protection for the Prosecutor's Office, as well as security details for missions outside Kigali;
 - (b) Assist in the establishment and training of a new, integrated, national police force;
4. Strongly urges the Government of Rwanda to continue its cooperation with UNAMIR in the implementation of its mandate and in particular in ensuring unimpeded access to all areas of Rwanda by UNAMIR forces, personnel of the International Tribunal for Rwanda, and human rights officers;
5. Welcomes UNAMIR's efforts to increase its radio broadcasting capabilities so as to reach the refugee camps in neighbouring countries and expresses the hope that it will soon be possible for the Government of Rwanda to conclude appropriate arrangements with UNAMIR in this regard, including the allocation of a radio frequency;
6. Commends the efforts of States, United Nations agencies and non-governmental organizations which have provided humanitarian and other assistance, and encourages them to continue and increase such assistance, particularly in Rwanda;
7. Requests the Secretary-General to make recommendations on possible steps that could be taken by the United Nations to promote the establishment of an effective mine clearance programme in Rwanda;
8. Calls upon the international community to provide resources needed to meet the immediate needs of the Government of Rwanda directly or through the Trust Fund established pursuant to resolution 925 (1994) of 8 June 1994;

/...

9. Requests the Secretary-General, following the usual consultations, to inform the Council should he consider that the additional tasks in paragraph 3 require consideration of an adjustment in the logistic and personnel requirements of UNAMIR;

10. Decides to keep under review the situation in Rwanda and the role played by UNAMIR and, to that end, requests the Secretary-General to report to the Council by 9 February 1995 and 9 April 1995, on UNAMIR's discharge of its mandate, the safety of populations at risk, the humanitarian situation and progress towards repatriation of refugees;

11. Commends the efforts of the Secretary-General, his Special Representative and his Special Humanitarian Envoy to coordinate the United Nations response to the various aspects of the crisis in Rwanda;

12. Decides to remain actively seized of the matter.



Security Council

Distr.
GENERAL

S/RES/935 (1994)
1 July 1994

RESOLUTION 935 (1994)

Adopted by the Security Council at its 3400th meeting,
on 1 July 1994

The Security Council,

Reaffirming all its previous resolutions on the situation in Rwanda,

Reaffirming, in particular, resolutions 918 (1994) and 925 (1994), which expanded the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR), and stressing in this connection the need for early deployment of the expanded UNAMIR to enable it to carry out its mandate,

Recalling the statement by the President of the Security Council of 30 April 1994 (S/PRST/1994/21) in which the Security Council, inter alia, condemned all breaches of international humanitarian law in Rwanda, particularly those perpetrated against the civilian population, and recalled that persons who instigate or participate in such acts are individually responsible,

Recalling also the requests it addressed to the Secretary-General in the statement by the President of the Security Council of 30 April 1994 and in resolution 918 (1994), concerning the investigation of serious violations of international humanitarian law committed in Rwanda during the conflict,

Having considered the report of the Secretary-General of 31 May 1994 (S/1994/640), in which he noted that massacres and killings have continued in a systematic manner throughout Rwanda and also noted that only a proper investigation can establish the facts in order to enable the determination of responsibility,

Welcoming the visit to Rwanda and to the region by the United Nations High Commissioner for Human Rights and noting the appointment, pursuant to resolution S-3/1 of 25 May 1994 adopted by the United Nations Commission on Human Rights, of a Special Rapporteur for Rwanda,

Expressing once again its grave concern at the continuing reports indicating that systematic, widespread and flagrant violations of international humanitarian law, including acts of genocide, have been committed in Rwanda,

Recalling that all persons who commit or authorize the commission of serious violations of international humanitarian law are individually responsible for those violations and should be brought to justice,

1. Requests the Secretary-General to establish, as a matter of urgency, an impartial Commission of Experts to examine and analyse information submitted pursuant to the present resolution, together with such further information as the Commission of Experts may obtain through its own investigations or the efforts of other persons or bodies, including the information made available by the Special Rapporteur for Rwanda, with a view to providing the Secretary-General with its conclusions on the evidence of grave violations of international humanitarian law committed in the territory of Rwanda, including the evidence of possible acts of genocide;

2. Calls upon States and, as appropriate, international humanitarian organizations to collate substantiated information in their possession or submitted to them relating to grave violations of international humanitarian law, including breaches of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, committed in Rwanda during the conflict, and requests States, relevant United Nations bodies, and relevant organizations to make this information available within thirty days of the adoption of the present resolution and as appropriate thereafter, and to provide appropriate assistance to the Commission of Experts referred to in paragraph 1;

3. Requests the Secretary-General to report to the Council on the establishment of the Commission of Experts, and further requests the Secretary-General, within four months from the establishment of the Commission of Experts, to report to the Council, on the conclusions of the Commission and to take account of these conclusions in any recommendations for further appropriate steps;

4. Also requests the Secretary-General and as appropriate the High Commissioner for Human Rights through the Secretary-General to make the information submitted to the Special Rapporteur for Rwanda available to the Commission of Experts and to facilitate adequate coordination and cooperation between the work of the Commission of Experts and the Special Rapporteur in the performance of their respective tasks;

5. Urges all concerned fully to cooperate with the Commission of Experts in the accomplishment of its mandate, including responding positively to requests from the Commission for assistance and access in pursuing investigations;

6. Decides to remain actively seized of the matter.



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/RES/935 (1994)
1er juillet 1994

RÉSOLUTION 935 (1994)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3400e séance,
le 1er juillet 1994

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant toutes ses résolutions antérieures sur la situation au Rwanda,

Réaffirmant, en particulier, ses résolutions 918 (1994) et 925 (1994), par lesquelles il a élargi le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), et soulignant à cet égard la nécessité de déployer rapidement la MINUAR élargie afin qu'elle puisse s'acquitter de son mandat,

Rappelant la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 30 avril 1994 (S/PRST/1994/21), dans laquelle celui-ci a, entre autres choses, condamné toutes les violations du droit international humanitaire au Rwanda, en particulier celles commises à l'encontre de la population civile, et rappelé que les personnes qui fomentent de tels actes ou qui y participent en portent individuellement la responsabilité,

Rappelant également les demandes qu'il a adressées au Secrétaire général dans la déclaration précitée, ainsi que dans la résolution 918 (1994), concernant les enquêtes à mener sur les violations graves du droit international humanitaire commises au Rwanda durant le conflit,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général en date du 31 mai 1994 (S/1994/640), dans lequel celui-ci constatait que les massacres et les meurtres systématiques se poursuivaient dans l'ensemble du Rwanda et que seule une enquête en bonne et due forme permettrait d'établir les faits en vue de déterminer les responsabilités,

Se félicitant de la visite du Haut Commissaire aux droits de l'homme au Rwanda et dans la région et notant qu'un Rapporteur spécial pour le Rwanda a été nommé, en application de la résolution S-3/1 que la Commission des droits de l'homme a adoptée le 25 mai 1994,

Se déclarant à nouveau gravement préoccupé par les informations qu'il continue de recevoir concernant les violations systématiques, généralisées et flagrantes du droit international humanitaire, y compris les actes de génocide, qui ont été commis au Rwanda,

Rappelant que tous ceux qui commettent ou autorisent des violations graves du droit international humanitaire en portent individuellement la responsabilité et devront être traduits en justice,

1. Prie le Secrétaire général de constituer d'urgence une commission impartiale d'experts chargée d'examiner et d'analyser les informations qui lui auront été communiquées en application de la présente résolution, ainsi que celles qu'elle aura pu recueillir par ses propres moyens ou par l'entremise d'autres personnes ou entités, dont celles qu'aura pu lui faire tenir le Rapporteur spécial pour le Rwanda, en vue de présenter au Secrétaire général ses conclusions quant aux éléments de preuve dont elle disposera concernant les violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda, y compris d'éventuels actes de génocide;

2. Demande aux États et, selon qu'il conviendra, aux organisations humanitaires internationales de compiler les informations dignes de foi qu'ils ont eux-mêmes recueillies ou qui leur ont été communiquées concernant des violations graves du droit international humanitaire, notamment de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, commises sur le territoire du Rwanda au cours du conflit, et prie les États, les organismes compétents des Nations Unies et les autres organisations intéressées de communiquer ces informations à la Commission d'experts mentionnée au paragraphe 1 dans les 30 jours qui suivront l'adoption de la présente résolution et selon qu'il y aura lieu par la suite, ainsi que de lui apporter toute autre forme d'assistance qui pourrait lui être nécessaire;

3. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte de la constitution de la Commission d'experts, et le prie en outre de lui faire connaître les conclusions de la Commission dans les quatre mois qui suivront sa mise en place, ainsi que de tenir compte de ces conclusions dans toutes recommandations concernant les autres mesures qu'il y aurait lieu de prendre;

4. Prie également le Secrétaire général et, par son intermédiaire, le Haut Commissaire aux droits de l'homme, selon qu'il conviendra, de veiller à ce que les informations présentées au Rapporteur spécial pour le Rwanda soient communiquées à la Commission d'experts et de faciliter la coordination et la coopération voulues entre celle-ci et le Rapporteur spécial dans l'accomplissement de leurs tâches respectives;

5. Exhorte tous les intéressés à coopérer pleinement avec la Commission d'experts dans l'exécution de son mandat, notamment en lui accordant l'assistance et les facilités d'accès requises pour mener à bien les enquêtes;

6. Décide de demeurer activement saisi de la question.



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/RES/929 (1994)
22 juin 1994

RÉSOLUTION 929 (1994)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3392e séance,
le 22 juin 1994

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier ses résolutions 912 (1994) du 21 avril 1994, 918 (1994) du 17 mai 1994 et 925 (1994) du 8 juin 1994, par lesquelles il a défini le mandat et le niveau des effectifs de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR),

Déterminé à contribuer à la reprise du processus de règlement politique dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha et encourageant le Secrétaire général et son Représentant spécial pour le Rwanda à poursuivre et à redoubler leurs efforts aux niveaux national, régional et international pour promouvoir ces objectifs,

Soulignant l'importance de la coopération de toutes les parties pour l'accomplissement des objectifs des Nations Unies au Rwanda,

Ayant examiné la lettre du Secrétaire général en date du 19 juin 1994 (S/1994/728),

Prenant en considération les délais indispensables pour rassembler les ressources nécessaires au déploiement effectif de la MINUAR telle qu'elle a été renforcée par les résolutions 918 (1994) et 925 (1994),

Notant l'offre faite par des États Membres de coopérer avec le Secrétaire général pour atteindre les objectifs des Nations Unies au Rwanda (S/1994/734) et soulignant le caractère strictement humanitaire de cette opération, qui sera menée de façon impartiale et neutre et ne constituera pas une force d'interposition entre les parties,

Se félicitant de la coopération entre les Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et les États voisins pour restaurer la paix au Rwanda,

Profondément préoccupé par la poursuite des massacres systématiques et de grande ampleur de la population civile au Rwanda,

Conscient de ce que la situation actuelle au Rwanda constitue un cas unique qui exige une réaction urgente de la communauté internationale,

Considérant que l'ampleur de la crise humanitaire au Rwanda constitue une menace à la paix et à la sécurité dans la région,

1. Accueille favorablement la lettre du Secrétaire général en date du 19 juin 1994 (S/1994/728) et donne son accord à ce qu'une opération multinationale puisse être mise sur pied au Rwanda à des fins humanitaires jusqu'à ce que la MINUAR soit dotée des effectifs nécessaires;

2. Accueille favorablement aussi l'offre d'États Membres (S/1994/734) de coopérer avec le Secrétaire général afin d'atteindre les objectifs des Nations Unies au Rwanda par la mise en place d'une opération temporaire, placée sous commandement et contrôle nationaux, visant à contribuer, de manière impartiale, à la sécurité et à la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils en danger au Rwanda, étant entendu que le coût de la mise en oeuvre de cette offre sera à la charge des États Membres concernés;

3. Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, autorise les États Membres coopérant avec le Secrétaire général à mener l'opération décrite au paragraphe 2 ci-dessus, en employant tous les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs humanitaires énoncés aux alinéas a) et b) du paragraphe 4 de la résolution 925 (1994);

4. Décide que la mission des États Membres qui coopèrent avec le Secrétaire général sera limitée à une période de deux mois suivant l'adoption de la présente résolution, à moins que le Secrétaire général ne considère avant la fin de cette période que la MINUAR renforcée est en mesure d'accomplir son mandat;

5. Accueille avec satisfaction les offres déjà faites par des États Membres concernant des troupes destinées à la MINUAR renforcée;

6. Demande à tous les États Membres de répondre de toute urgence à la demande du Secrétaire général en ressources, y compris en soutien logistique, pour mettre la MINUAR renforcée en mesure d'exécuter effectivement son mandat le plus rapidement possible et prie le Secrétaire général d'identifier les équipements essentiels dont ont besoin les troupes qui doivent constituer la MINUAR renforcée et de coordonner la fourniture de ces équipements;

7. Accueille favorablement, à cet égard, les offres déjà faites par des États Membres concernant du matériel destiné aux gouvernements fournissant des contingents à la MINUAR et engage les autres États Membres à offrir un appui analogue, éventuellement en assurant l'équipement complet des contingents de certains contributeurs de troupes, afin d'accélérer le déploiement de la MINUAR renforcée;

8. Prie les États Membres qui coopèrent avec le Secrétaire général de se coordonner étroitement avec la MINUAR et prie également le Secrétaire général de mettre en place à cet effet les mécanismes appropriés;

9. Exige que toutes les parties au conflit et autres intéressés mettent immédiatement fin à tous les massacres de populations civiles dans les zones qu'ils contrôlent et permettent aux États Membres qui coopèrent avec le Secrétaire général d'accomplir pleinement la mission décrite au paragraphe 3 ci-dessus;

10. Prie les États concernés et, en tant que de besoin, le Secrétaire général de lui présenter régulièrement des rapports, dont le premier sera établi au plus tard 15 jours après l'adoption de la présente résolution, sur la conduite de l'opération et sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs cités aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus;

11. Prie également le Secrétaire général de lui faire rapport sur les progrès réalisés en vue du déploiement complet de la MINUAR renforcée dans le cadre du rapport requis le 9 août 1994 au plus tard au titre du paragraphe 17 de la résolution 925 (1994), ainsi qu'en vue de la reprise du processus de règlement politique en vertu de l'Accord de paix d'Arusha;

12. Décide de rester activement saisi de la question.

UNITED
NATIONS

S



Security Council

Distr.
GENERAL

S/RES/928 (1994)
20 June 1994

RESOLUTION 928 (1994)

Adopted by the Security Council at its 3391st meeting,
on 20 June 1994

The Security Council,

Reaffirming its resolutions 812 (1993) of 12 March 1993, 876 (1993) of 22 June 1993 and 891 (1993) of 20 December 1993,

Recalling its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 establishing the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR), as well as its resolutions 893 (1994) of 6 January 1994, 909 (1994) of 5 April 1994, 912 (1994) of 21 April 1994, 918 (1994) of 17 May 1994 and 925 (1994) of 8 June 1994,

Having examined the Secretary-General's report (S/1994/715) on the United Nations Observer Mission for Uganda-Rwanda (UNOMUR) dated 16 June 1994,

Welcoming the extension, as of 14 May 1994, of UNOMUR's observation and monitoring activities to the entire Uganda/Rwanda border,

Stressing the need for the observance and strict monitoring of the general and complete embargo of all deliveries of weapons and military equipment to Rwanda, as described in paragraph 13 of its resolution 918 (1994),

Considering that the issue of arms flows is one of the major areas of concern in the cease-fire talks currently being held between the Rwandese parties under the auspices of UNAMIR,

1. Welcomes the Secretary-General's report (S/1994/715);
2. Decides to extend the mandate of UNOMUR for a final period of three months until 21 September 1994 and agrees that during this period the number of military observers should be reduced by phases;
3. Requests the Secretary-General to report to the Council on the termination of UNOMUR before the completion of its mandate.

S/RES/928 (1994)
Page 2

4. Expresses appreciation to the Government of Uganda for the cooperation and support it has extended to UNOMUR;

5. Stresses the importance of continued cooperation between the Ugandan authorities and UNOMUR;

6. Decides to remain actively seized of the matter.

NATIONS
UNIES

S



Conseil de sécurité

925- 8^{Jun}

French

Distr.
GÉNÉRALES/RES/925 (1994)
8 juin 1994

RÉSOLUTION 925 (1994)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3388e séance,
le 8 juin 1994

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier ses résolutions 912 (1994) du 21 avril 1994 et 918 (1994) du 17 mai 1994, par lesquelles il a défini le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR),

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général en date du 31 mai 1994 (S/1994/640),

Ayant à l'esprit la déclaration que le Président du Conseil a faite le 3 mai 1994 (S/PRST/1994/22),

Réaffirmant sa résolution 868 (1993) du 29 septembre 1993 concernant la sécurité des opérations des Nations Unies,

Constatant avec préoccupation qu'à ce jour, les parties n'ont ni cessé les hostilités, ni accepté un cessez-le-feu, ni mis fin à la violence et au carnage dont les civils sont victimes,

Prenant note avec la plus vive préoccupation des informations suivant lesquelles des actes de génocide ont été commis au Rwanda et rappelant dans ce contexte que le génocide constitue un crime qui tombe sous le coup du droit international,

Condamnant de nouveau énergiquement la violence qui se déchaîne au Rwanda, et en particulier le massacre systématique de milliers de civils,

Profondément indigné que les auteurs de ces massacres aient pu opérer impunément à l'intérieur du Rwanda et continuent de le faire,

Notant que la MINUAR n'est pas destinée à avoir un rôle de force tampon entre les deux parties,

Notant également que la composante militaire élargie de la MINUAR ne sera maintenue qu'aussi longtemps et pour autant qu'il le faudra afin qu'elle puisse

94-24455 (F)

S/RES/925 (1994)
Page 2

contribuer à la sécurité et à la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils en danger au Rwanda et assurer, selon qu'il y aura lieu, la sécurité des opérations de secours humanitaires,

Soulignant que le déplacement à l'intérieur du pays d'un million et demi de Rwandais menacés par la famine et la maladie, et l'exode massif de réfugiés vers les pays voisins constituent une crise humanitaire d'une ampleur gigantesque,

Rappelant l'importance de l'Accord de paix d'Arusha comme base d'un règlement pacifique du conflit au Rwanda,

Rendant hommage aux pays qui ont apporté une aide humanitaire aux réfugiés rwandais, ainsi qu'une aide d'urgence visant à atténuer les souffrances du peuple rwandais, et à ceux qui ont fourni des contingents et un soutien logistique à la MINUAR, et rappelant la nécessité urgente d'une action internationale coordonnée dans ce domaine,

Se félicitant de la coopération qui existe entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ainsi que des contributions apportées par les pays de la région, en particulier le facilitateur du processus de paix d'Arusha, et les encourageant à poursuivre leurs efforts,

Accueillant avec satisfaction la visite que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a faite au Rwanda et dans la région,

Notant qu'un rapporteur spécial au Rwanda a été nommé en application de la résolution S-3/1 que la Commission des droits de l'homme a adoptée le 25 mai 1994,

Réaffirmant son attachement à l'unité et à l'intégrité territoriale du Rwanda,

1. Accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général en date du 31 mai 1994 (S/1994/640);

2. Souscrit aux propositions du Secrétaire général que ce rapport contient touchant le déploiement de la MINUAR élargie, y compris en particulier les dispositions suivantes :

a) Déployer immédiatement les deux bataillons supplémentaires prévus pour la phase 2, en étroite synchronisation avec la phase 1;

b) Poursuivre d'urgence les préparatifs du déploiement des deux bataillons envisagés pour la phase 3;

c) Mettre en oeuvre chacune des trois phases avec la souplesse voulue pour assurer l'utilisation efficace des ressources disponibles et accomplir les tâches énumérées aux alinéas a) et b) du paragraphe 4 ci-après;

3. Décide de proroger le mandat de la MINUAR prenant fin le 29 juillet 1994 jusqu'au 9 décembre 1994;

4. Réaffirme qu'outre qu'elle continuera de s'interposer entre les parties afin d'essayer d'obtenir d'elles qu'elles acceptent un cessez-le-feu, la MINUAR devra :

a) Contribuer à la sécurité et à la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils en danger au Rwanda, y compris par la création et le maintien, là où il sera possible, de zones humanitaires sûres;

b) Assurer la sécurité et l'appui de la distribution des secours et des opérations d'assistance humanitaire;

5. Reconnaît que la MINUAR peut se voir contrainte d'agir dans l'exercice de la légitime défense contre des personnes ou des groupes qui menacent des secteurs et populations protégés, le personnel des Nations Unies et d'autres personnels humanitaires ou les moyens utilisés pour acheminer et distribuer les secours humanitaires;

6. Exige que toutes les parties au conflit cessent les hostilités, acceptent un cessez-le-feu et prennent immédiatement des mesures pour mettre fin aux massacres systématiques dans les régions qu'elles contrôlent;

7. Accueille avec satisfaction les assurances que les deux parties ont données touchant leur collaboration avec la MINUAR dans l'exécution de son mandat, estime que cette collaboration sera essentielle pour l'exécution effective dudit mandat, et exige que les deux parties tiennent leurs engagements à cet égard;

8. Exige également que toutes les parties mettent fin immédiatement à toute incitation à la violence ou à la haine ethnique, en particulier par le biais des moyens d'information;

9. Prie instamment les États Membres de répondre promptement à la demande du Secrétaire général concernant les ressources nécessaires, y compris une capacité de soutien logistique qui permette d'assurer le déploiement rapide de contingents supplémentaires de la MINUAR;

10. Prie le Secrétaire général de veiller à ce que la MINUAR étende au Rapporteur spécial pour le Rwanda désigné par la Commission des droits de l'homme les rapports de collaboration étroite qu'elle entretient avec le Département des affaires humanitaires et le Bureau des Nations Unies pour les secours d'urgence au Rwanda;

11. Exige que toutes les parties au Rwanda respectent rigoureusement les personnes et les locaux de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations travaillant au Rwanda, et s'abstiennent de tout acte d'intimidation ou de violence contre le personnel chargé des tâches humanitaires et du maintien de la paix;

12. Souligne qu'il faut, entre autres choses, que :

a) Toutes les mesures nécessaires soient prises pour assurer la sécurité de l'opération et du personnel qui y participe;

/...

S/RES/925 (1994)
Page 4

b) Les dispositions prises en matière de sécurité s'étendent à chacun de ceux qui prennent part à l'opération;

13. Se félicite de l'action des États, des organismes des Nations Unies, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales qui ont fourni une aide humanitaire et autre, encourage ceux-ci à continuer d'apporter leur aide et à l'accroître, et invite instamment ceux qui ne l'ont pas encore fait à fournir une aide de ce type;

14. Accueille avec satisfaction l'intention du Secrétaire général de créer un fonds d'affectation spéciale pour le Rwanda et invite la communauté internationale à y contribuer généreusement;

15. Rend hommage aux efforts que le commandant de la Force de la MINUAR déploie inlassablement pour empêcher que d'autres innocents encore perdent la vie et pour amener les parties à accepter un cessez-le-feu;

16. Rend hommage également aux efforts que le Secrétaire général et son Représentant spécial déploient pour susciter un règlement politique au Rwanda dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha, les invite à poursuivre leurs efforts en coordination avec l'OUA et les pays de la région, et exige que les parties oeuvrent sérieusement à la réconciliation politique;

17. Décide de garder la situation au Rwanda et le rôle de la MINUAR constamment à l'étude et, à cette fin, prie le Secrétaire général de lui faire rapport en tant que de besoin et, en tout état de cause, les 9 août et 9 octobre 1994 au plus tard, sur les progrès accomplis par la MINUAR dans l'exécution de son mandat, la sécurité des populations en danger, la situation humanitaire et les progrès enregistrés sur la voie d'un cessez-le-feu et de la réconciliation politique;

18. Décide de rester activement saisi de la question.

Mr. Sammy K. Buo

UNEP

Nairobi, Kenya

fax No. 254- 2- 419677

UNITED
NATIONS

Security Council

Distr.
GENERALS/RES/918 (1994)
17 May 1994

RESOLUTION 918 (1994)

Adopted by the Security Council at its 3377th meeting,
on 17 May 1994

The Security Council,

Reaffirming all its previous resolutions on the situation in Rwanda, in particular its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 by which it established the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR), its resolution 909 (1994) of 5 April 1994 which extended the mandate of UNAMIR until 29 July 1994, and its resolution 912 (1994) of 21 April 1994 by which it adjusted the mandate of UNAMIR,

Recalling the statements made by the President of the Council on 7 April 1994 (S/PRST/1994/16) and 30 April 1994 (S/PRST/1994/21),

Having considered the report of the Secretary-General dated 13 May 1994 (S/1994/565),

Reaffirming its resolution 868 (1993) of 29 September 1993 on the security of United Nations operations,

Strongly condemning the ongoing violence in Rwanda and particularly condemning the very numerous killings of civilians which have taken place in Rwanda and the impunity with which armed individuals have been able to operate and continue operating therein,

Stressing the importance of the Arusha Peace Agreement to the peaceful resolution of the conflict in Rwanda and the necessity for all parties to recommit themselves to its full implementation,

Commending the efforts of the Organization of African Unity (OAU) and its organs, as well as the efforts of the Tanzanian Facilitator, in providing diplomatic, political, and humanitarian support for the implementation of the relevant resolutions of the Council,

Deeply concerned that the situation in Rwanda, which has resulted in the death of many thousands of innocent civilians, including women and children, the

94-21836 (E)

/...

Pg

S/RES/918 (1994)
Page 2

internal displacement of a significant percentage of the Rwandan population, a the massive exodus of refugees to neighbouring countries, constitutes a humanitarian crisis of enormous proportions,

Expressing once again its alarm at continuing reports of systematic, widespread and flagrant violations of international humanitarian law in Rwanda, as well as other violations of the rights to life and property,

Recalling in this context that the killing of members of an ethnic group with the intention of destroying such a group, in whole or in part, constitutes a crime punishable under international law,

Strongly urging all parties to cease forthwith any incitement, especially through the mass media, to violence or ethnic hatred,

Recalling also its request to the Secretary-General to collect information on the responsibility for the tragic incident that resulted in the death of the Presidents of Rwanda and Burundi,

Recalling further that it had requested the Secretary-General to make proposals for the investigation of reports of serious violations of international humanitarian law during the conflict,

Underlining the urgent need for coordinated international action to alleviate the suffering of the Rwandan people and to help restore peace in Rwanda, and in this connection welcoming cooperation between the United Nations and the OAU as well as with countries of the region, especially the facilitator of the Arusha peace process,

Desiring in this context to expand the mandate of UNAMIR for humanitarian purposes, and stressing the importance it attaches to the support and cooperation of the parties for the successful implementation of all aspects of that mandate,

Reaffirming its commitment to the unity and territorial integrity of Rwanda,

Recognizing that the people of Rwanda bear ultimate responsibility for national reconciliation and reconstruction of their country,

Deeply disturbed by the magnitude of the human suffering caused by the conflict and concerned that the continuation of the situation in Rwanda constitutes a threat to peace and security in the region,

A

1. Demands that all parties to the conflict immediately cease hostilities, agree to a cease-fire, and bring an end to the mindless violence and carnage engulfing Rwanda;

2. Welcomes the report of the Secretary-General dated 13 May 1994 (S/1994/565);

/...

P3

S/RES/918 (1994)
Page 3

3. Decides to expand UNAMIR's mandate under resolution 912 (1994) to include the following additional responsibilities within the limits of the resources available to it:

(a) To contribute to the security and protection of displaced persons, refugees and civilians at risk in Rwanda, including through the establishment and maintenance, where feasible, of secure humanitarian areas;

(b) To provide security and support for the distribution of relief supplies and humanitarian relief operations;

4. Recognizes that UNAMIR may be required to take action in self-defence against persons or groups who threaten protected sites and populations, United Nations and other humanitarian personnel or the means of delivery and distribution of humanitarian relief;

5. Authorizes in this context an expansion of the UNAMIR force level up to 5,500 troops;

6. Requests the Secretary-General, as recommended in his report, and as a first phase, immediately to redeploy to Rwanda the UNAMIR military observers currently in Nairobi and to bring up to full strength the elements of the mechanized infantry battalion currently in Rwanda;

7. Further requests the Secretary-General to report as soon as possible on the next phase of UNAMIR's deployment including, inter alia, on the cooperation of the parties, progress towards a cease-fire, availability of resources and the proposed duration of the mandate for further review and action, as required, by the Council;

8. Encourages the Secretary-General to accelerate his efforts, in conjunction with the Secretary-General of the OAU, to obtain from Member States the necessary personnel to enable deployment of the expanded UNAMIR to proceed urgently;

9. Invites Member States to respond promptly to the Secretary-General's request for the resources required, including logistical support capability for rapid deployment of the UNAMIR expanded force level and its support in the field;

10. Strongly urges all parties in Rwanda to cooperate fully with UNAMIR in the implementation of its mandate and in particular in ensuring its freedom of movement and the unimpeded delivery of humanitarian assistance, and further calls upon them to treat Kigali airport as a neutral zone under the control of UNAMIR;

11. Demands that all parties in Rwanda strictly respect the persons and premises of the United Nations and other organizations serving in Rwanda, and refrain from any acts of intimidation or violence against personnel engaged in humanitarian and peace-keeping work;

12. Commends the efforts of States, United Nations agencies and non-governmental organizations which have provided humanitarian and other

/...

P4

S/RES/918 (1994)
Page 4

assistance, encourages them to continue and increase such assistance, and urges others to provide such assistance;

B

Determining that the situation in Rwanda constitutes a threat to peace and security in the region,

Acting under Chapter VII of the Charter of the United Nations,

13. Decides that all States shall prevent the sale or supply to Rwanda by their nationals or from their territories or using their flag vessels or aircraft of arms and related matériel of all types, including weapons and ammunition, military vehicles and equipment, paramilitary police equipment and spare parts;

14. Decides also to establish, in accordance with rule 28 of the provisional rules of procedure of the Security Council, a Committee of the Security Council consisting of all the members of the Council, to undertake the following tasks and to report on its work to the Council with its observations and recommendations:

(a) To seek from all States information regarding the action taken by them concerning the effective implementation of the embargo imposed by paragraph 13 above;

(b) To consider any information brought to its attention by States concerning violations of the embargo, and in that context to make recommendations to the Council on ways of increasing the effectiveness of the embargo;

(c) To recommend appropriate measures in response to violations of the embargo imposed by paragraph 13 above and provide information on a regular basis to the Secretary-General for general distribution to Member States;

15. Calls upon all States, including States not Members of the United Nations, and international organizations to act strictly in accordance with the provisions of the present resolution, notwithstanding the existence of any rights or obligations conferred or imposed by any international agreement or any contract entered into or any licence or permit granted prior to the date of the adoption of this resolution;

16. Decides that the provisions set forth in paragraphs 13 and 15 above do not apply to activities related to UNAMIR and UNOMUR;

17. Requests the Secretary-General to provide all necessary assistance to the Committee and to make the necessary arrangements in the Secretariat for this purpose;

/...

P5

S/RES/918 (1994)
Page 5

C

18. Requests the Secretary-General to present a report as soon as possible on the investigation of serious violations of international humanitarian law committed in Rwanda during the conflict;

19. Invites the Secretary-General and his Special Representative, in coordination with the OAU and countries in the region, to continue their efforts to achieve a political settlement in Rwanda within the framework of the Arusha Peace Agreement;

20. Decides to keep the situation in Rwanda under constant review and requests the Secretary-General to report further, including on the humanitarian situation, within five weeks of the adoption of this resolution and again in good time before the expiration of the current mandate of UNAMIR;

21. Decides to remain actively seized of the matter.



Security Council

Distr.
GENERAL

S/RES/912 (1994)
21 April 1994

RESOLUTION 912 (1994)

Adopted by the Security Council at its 3368th meeting,
on 21 April 1994

The Security Council,

Reaffirming all its previous resolutions on the situation in Rwanda, in particular its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 by which it established the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR),

Recalling its resolution 909 (1994) of 5 April 1994, which extended the mandate of UNAMIR until 29 July 1994 with a six-week review provision on the understanding that progress would be made in establishing the transitional institutions provided for under the Arusha Peace Agreement between the Government of Rwanda and the Rwandese Patriotic Front,

Recalling also its statement of 7 April 1994 (S/PRST/1994/16) which, inter alia, reaffirmed its commitment to the Arusha Peace Agreement and urged all parties to implement it fully,

Having considered the report of the Secretary-General dated 20 April 1994 (S/1994/470),

Stressing that the Arusha Peace Agreement remains central to the peace process in Rwanda,

Expressing deep regret at the failure of the parties to implement fully the provisions of the Arusha Peace Agreement, particularly those provisions relating to the cease-fire,

Recognizing the initiatives made by the late Presidents of Rwanda and Burundi towards resolving the problems in their countries through peaceful means and in collaboration with regional leaders,

Shocked at the tragic incident that resulted in the deaths of the Presidents of Rwanda and Burundi on 6 April 1994,

Appalled at the ensuing large-scale violence in Rwanda, which has resulted in the death of thousands of innocent civilians, including women and children, the displacement of a significant number of the Rwandese population, including those who sought refuge with UNAMIR, and the significant increase in refugees to neighbouring countries,

Deeply concerned by continuing fighting, looting, banditry and the breakdown of law and order, particularly in Kigali,

Stressing the need for all countries to avoid any action that might exacerbate the situation in Rwanda,

Expressing its deep concern for the safety and security of UNAMIR and other United Nations personnel, and personnel of non-governmental organizations who are assisting in implementing the peace process and in distributing humanitarian relief,

1. Takes note of the report of the Secretary-General dated 20 April 1994;
2. Expresses regret at the tragic incident in which the Presidents of Rwanda and Burundi lost their lives, and reiterates its invitation to the Secretary-General to report to the Council as requested in its statement of 7 April 1994;
3. Expresses regret also at the ensuing violence which has claimed the lives of the Prime Minister, Cabinet Ministers, Government officials and thousands of other civilians;
4. Condemns the ongoing violence in Rwanda, particularly in Kigali, which endangers the lives and safety of the civilian population;
5. Strongly condemns the attacks against UNAMIR and other United Nations personnel leading to the deaths of and injury to several UNAMIR personnel and calls upon all concerned to put an end to these acts of violence and to respect fully international humanitarian law;
6. Demands an immediate cessation of hostilities between the forces of the Government of Rwanda and the Rwandese Patriotic Front and for an end to the mindless violence and carnage which are engulfing Rwanda;
7. Commends the active role of the Special Representative of the Secretary-General and of the Force Commander to bring about a cease-fire and to mediate between the parties in order to bring about the earliest resolution of the Rwandan crisis;
8. Decides, in the light of the current situation in Rwanda, to adjust the mandate of UNAMIR as follows:
 - (a) To act as an intermediary between the parties in an attempt to secure their agreement to a cease-fire;
 - (b) To assist in the resumption of humanitarian relief operations to the extent feasible; and

/...

(c) To monitor and report on developments in Rwanda, including the safety and security of the civilians who sought refuge with UNAMIR,

and authorizes a force level as set out in paragraphs 15 to 18 of the Secretary-General's report of 20 April 1994 for that purpose;

9. Decides to keep the situation in Rwanda under constant review and states its readiness to consider promptly any recommendations which the Secretary-General may make concerning the force level and mandate of UNAMIR in the light of developments;

10. Reiterates the crucial importance of the full implementation of the Arusha Peace Agreement to the settlement of the Rwandan conflict and invites the Organization of African Unity (OAU) to continue to cooperate fully with the United Nations in this regard;

11. Commends the efforts made by the leaders of the subregion at finding a solution to the crisis in Rwanda and calls on the leaders of the region, especially the facilitator to the Arusha peace process, to persevere and intensify their efforts, in cooperation with OAU and the United Nations;

12. Reaffirms that the Arusha Peace Agreement remains the only viable framework for the resolution of the Rwandan conflict and serves as the basis for peace, national unity and reconciliation in the country and calls on the parties to renew their commitment to this Agreement;

13. Calls also upon the parties to cooperate fully in ensuring the unimpeded delivery of humanitarian assistance to all in need throughout Rwanda and in this regard appeals to the international community to provide increased humanitarian assistance commensurate with the scale of the human tragedy in Rwanda;

14. Affirms its commitment to preserving the unity and territorial integrity of Rwanda;

15. Invites the Secretary-General to continue to monitor the events in Rwanda and to report fully to the Council on the evolving situation not later than fifteen days after the adoption of this resolution;

16. Decides to remain actively seized of the matter.

Security Council
3358th Meeting
NIGHT SUMMARY

SC/5819
5 April 1994

MSF 2042-04 1) Peris
2) Security Council

SECURITY COUNCIL EXTENDS MANDATE OF RWANDA MISSION UNTIL 29 JULY, SUBJECT TO PROGRESS ON IMPLEMENTATION OF PEACE AGREEMENT
By Resolution 909, Mission Will Be Reviewed Within Six Weeks
If Progress Not Made On Transitional Institutions.
Secretary-General's Plan

The Security Council this evening extended the mandate of the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR) until 29 July 1994, on the condition that it will review the situation there within the next six weeks if the Secretary-General informs it that the transitional institutions provided for under the Arusha Peace Agreement have not been made and that insufficient progress has been made for implementation of phase II of UNAMIR's activities.

Through its unanimous adoption of resolution 909 (1994), the Council regretted the delay in implementing the Arusha Agreement and recalled that continued support for the Mission would depend on its full and prompt implementation by the parties. It urged the parties to resolve their latest differences without delay, with a view to immediately establishing the required transitional institutions.

By other terms of the text, the Council welcomed the fact that the cease-fire had been respected, despite the other difficulties encountered, and welcomed the essential contribution made by UNAMIR. It commended the efforts of Member States, United Nations agencies and non-governmental organizations in providing humanitarian and other assistance and encouraged them to increase such aid.

The Council commended in particular the diplomatic, political and humanitarian efforts of the Organization of African Unity (OAU) and the Tanzanian Facilitator and welcomed the efforts of the Secretary-General and his Special Representative to promote and facilitate dialogue. It repeated its request that the Secretary-General continue monitoring UNAMIR's size and cost to seek economies.

Statements were made by the representatives of Rwanda, Nigeria, Djibouti, France, United States, Brazil and Oman.

The Arusha Agreement, signed by the Government of Rwanda and the Rwandese Patriotic Front (RPF) on 4 August 1993, calls for the establishment of a broad-based transitional government, including a Transitional National Assembly, leading up to democratic elections. During phase II of UNAMIR's operations, it is to continue its monitoring functions and ensure that preparations for disengagement, demobilization and integration are in place.

END OF SUMMARY

TEXT OF RESOLUTION:

cease-fire has been respected, and commends in this respect the essential contribution made by UNAMIR;

"5. Recalls nevertheless that continued support for UNAMIR, including the provision of an additional 45 civilian police monitors as described in paragraph 38 of the Secretary-General's report, will depend upon full and prompt implementation by the parties of the Arusha Peace Agreement;

"6. Welcomes the continued efforts by the Secretary-General and his Special Representative to help promote and facilitate dialogue between all parties concerned;

"7. Commends the efforts of Member States, United Nations agencies and non-governmental organizations which have provided humanitarian and other assistance, encourages them to continue and increase such assistance, and again urges others to provide such assistance;

"8. Commends in particular the efforts of the Organization of African Unity and its agencies, as well as those of the Tanzanian Facilitator, in providing diplomatic, political, humanitarian and other support for the implementation of the relevant resolutions of the Council;

"9. Reiterates its request to the Secretary-General to continue to monitor the size and cost of UNAMIR to seek economies;

"10. Decides to remain actively seized of the question."

END OF RESOLUTION
SIDOROVA

8/8



Security Council

Distr.
GENERAL

S/RES/893 (1994)
6 January 1994

RESOLUTION 893 (1994)

Adopted by the Security Council at its 3326th meeting,
on 6 January 1994

The Security Council,

Reaffirming its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 establishing the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR),

Recalling its resolutions 812 (1993) of 12 March 1993, 846 (1993) of 22 June 1993 and 891 (1993) of 20 December 1993,

Having examined the report of the Secretary-General of 30 December 1993 (S/26927), in the context of the review called for in its resolution 872 (1993), as well as his previous report of 24 September 1993 (S/26488 and Add.1),

Welcoming the conclusion, on 5 November 1993, of an agreement on the status of UNAMIR and its personnel in Rwanda,

Taking note of the progress described in the Secretary-General's report of 30 December 1993 in implementing the Arusha Peace Agreement,

Welcoming further the valuable contribution to peace made in Rwanda by UNAMIR,

Noting with concern the incidents of violence in Rwanda and the consequences for Rwanda of the situation in Burundi, and urging all concerned to reaffirm their commitment to peace,

Welcoming also the joint statement made by the parties in Kinyihira on 10 December 1993 concerning the implementation of the Arusha Peace Agreement and, in particular, the prompt establishment of a broad-based transitional government,

1. Reaffirms its approval of the Secretary-General's proposal concerning the deployment of UNAMIR as outlined in his report of 24 September 1993, including the early deployment of the second battalion to the demilitarized zone as indicated in paragraph 30 of his report of 30 December 1993;

94-00679 (E)

/...

Distr.
GENERAL

S/RES/978 (1995)
27 February 1995

RESOLUTION 978 (1995)

Adopted by the Security Council at its 3504th meeting,
on 27 February 1995

The Security Council.

Recalling all its previous resolutions on the situation in Rwanda, in particular its resolutions 935 (1994) and 955 (1994),

Expressing once again its grave concern at the reports indicating that genocide and other systematic, widespread and flagrant violations of international humanitarian law have been committed in Rwanda,

Noting that these reports were confirmed in the final report of the Commission of Experts submitted pursuant to resolution 935 (1994) (S/1994/1405, annex),

Recalling the obligations contained in resolution 955 (1994), which created the International Tribunal for Rwanda,

Concerned by the conditions in the refugee camps outside Rwanda, including reports of violence directed against refugees who voluntarily wish to return to Rwanda,

Determined to put an end to violations of international humanitarian law and serious acts of violence directed against refugees, and that effective measures be taken to bring to justice the persons who are responsible for such crimes,

Noting the reports of the Secretary-General on security in the Rwandese refugee camps of 18 November 1994 (S/1994/1308) and 25 January 1995 (S/1995/65),

Welcoming the report of the Secretary-General (S/1995/134) dated 13 February 1995 and stressing the importance of taking all measures for the early and effective functioning of the International Tribunal for Rwanda

Stressing the need for States to take as soon as possible any measures necessary under their domestic law to implement the provisions of resolution 955 (1994) and of the Statute of the International Tribunal for Rwanda.

R. 95/153

English

Page 2

1. Urges States to arrest and detain, in accordance with their national law and relevant standards of international law, pending prosecution by the International Tribunal for Rwanda or by the appropriate national authorities, persons found within their territory against whom there is sufficient evidence that they were responsible for acts within the jurisdiction of the International Tribunal for Rwanda;

2. Urges States who detain persons referred to in paragraph 1 above to inform the Secretary-General and the Prosecutor of the International Tribunal for Rwanda of the identity of the persons detained, the nature of the crimes believed to have been committed, the evidence providing probable cause for the detentions, the date when the persons were detained and the place of detention;

3. Urges States who detain such persons to cooperate with representatives of the International Committee of the Red Cross, as well as investigators for the International Tribunal for Rwanda, in order to secure unimpeded access to those persons;

4. Condemns all attacks against persons in the refugee camps near the borders of Rwanda, demands that such attacks immediately cease, and calls upon States to take appropriate steps to prevent such attacks;

5. Urges States, on whose territory serious acts of violence in the refugee camps have taken place, to arrest and detain, in accordance with their national law and relevant standards of international law, and submit to the appropriate authorities for the purpose of prosecution persons against whom there is sufficient evidence that they have incited or participated in such acts and further urges the States concerned to keep the Secretary-General informed of the measures they have taken to this effect;

6. Decides to remain actively seized of the matter.



Security Council

Distr.
GENERAL

S/RES/872 (1993)
5 October 1993

RESOLUTION 872 (1993)

Adopted by the Security Council at its 3288th meeting,
on 5 October 1993

The Security Council,

Reaffirming its resolutions 812 (1993) of 12 March 1993 and 846 (1993) of 22 June 1993,

Reaffirming also its resolution 868 (1993) of 29 September 1993 on the security of United Nations operations,

Having considered the report of the Secretary-General of 24 September 1993 (S/26488 and Add.1),

Welcoming the signing of the Arusha Peace Agreement (including its Protocols) on 4 August 1993 and urging the parties to continue to comply fully with it,

Noting the conclusion of the Secretary-General that in order to enable the United Nations to carry out its mandate successfully and effectively, the full cooperation of the parties with one another and with the Organization is required,

Stressing the urgency of the deployment of an international neutral force in Rwanda, as underlined both by the Government of the Republic of Rwanda and by the Rwandese Patriotic Front and as reaffirmed by their joint delegation in New York,

Paying tribute to the role played by the Organization of African Unity (OAU) and by the Government of the United Republic of Tanzania in the conclusion of the Arusha Peace Agreement,

Resolved that the United Nations should, at the request of the parties and under peaceful conditions with the full cooperation of all the parties, make its full contribution to the implementation of the Arusha Peace Agreement,

1. Welcomes the report of the Secretary-General (S/26488);
2. Decides to establish a peace-keeping operation under the name "United Nations Assistance Mission for Rwanda" (UNAMIR) for a period of six months subject to the proviso that it will be extended beyond the initial ninety days only upon a review by the Council based on a report from the Secretary-General as to whether or not substantive progress has been made towards the implementation of the Arusha Peace Agreement;
3. Decides that, drawing from the Secretary-General's recommendations, UNAMIR shall have the following mandate:
 - (a) To contribute to the security of the city of Kigali *inter alia* within a weapons-secure area established by the parties in and around the city;
 - (b) To monitor observance of the cease-fire agreement, which calls for the establishment of cantonment and assembly zones and the demarcation of the new demilitarized zone and other demilitarization procedures;
 - (c) To monitor the security situation during the final period of the transitional government's mandate, leading up to the elections;
 - (d) To assist with mine clearance, primarily through training programmes;
 - (e) To investigate at the request of the parties or on its own initiative instances of alleged non-compliance with the provisions of the Arusha Peace Agreement relating to the integration of the armed forces, and pursue any such instances with the parties responsible and report thereon as appropriate to the Secretary-General;
 - (f) To monitor the process of repatriation of Rwandese refugees and resettlement of displaced persons to verify that it is carried out in a safe and orderly manner;
 - (g) To assist in the coordination of humanitarian assistance activities in conjunction with relief operations;
 - (h) To investigate and report on incidents regarding the activities of the gendarmerie and police;
4. Approves the Secretary-General's proposal that the United Nations Observer Mission Uganda-Rwanda (UNOMUR) established by resolution 846 (1993) should be integrated within UNAMIR;
5. Welcomes the efforts and the cooperation of the OAU in helping to implement the Arusha Peace Agreement, in particular the integration of the Neutral Military Observer Group (NMOG II) within UNAMIR;
6. Further approves the Secretary-General's proposal that the deployment and withdrawal of UNAMIR should be carried out in stages and notes in this connection that UNAMIR's mandate, if extended, is expected to terminate following national elections and the installation of a new government in Rwanda,

/...

events which are scheduled to occur by October 1995, but no later than December 1995; *

7. Authorizes the Secretary-General, in this context, to deploy the first contingent, at the level specified by the Secretary-General's report, to Kigali for an initial period of six months, in the shortest possible time, which, when fully in place, will permit the establishment of the transitional institutions and implementation of the other relevant provisions of the Arusha Peace Agreement;

8. Invites the Secretary-General, in the context of the report referred to in paragraph 2 above, also to report on the progress of UNAMIR following its initial deployment, and resolves to review as appropriate, on the basis of that report and as part of the review referred to in paragraph 2 above, the requirement for further deployments in the scale and composition recommended by the Secretary-General in his report (S/26488);

9. Invites the Secretary-General to consider ways of reducing the total maximum strength of UNAMIR, in particular through phased deployment without thereby affecting the capacity of UNAMIR to carry out its mandate, and requests the Secretary-General in planning and executing the phased deployment of UNAMIR to seek economies and to report regularly on what is achieved in this regard;

10. Welcomes the intention of the Secretary-General to appoint a Special Representative who would lead UNAMIR in the field and exercise authority over all its elements;

11. Urges the parties to implement the Arusha Peace Agreement in good faith;

12. Also requests the Secretary-General to conclude expeditiously an agreement on the status of the operation, and all personnel engaged in the operation in Rwanda, to come into force as near as possible to the outset of the operation and no later than thirty days after the adoption of this resolution;

13. Demands that the parties take all appropriate steps to ensure the security and safety of the operation and personnel engaged in the operation;

14. Urges Member States, United Nations agencies and non-governmental organizations to provide and intensify their economic, financial and humanitarian assistance in favour of the Rwandese population and of the democratization process in Rwanda;

15. Decides to remain actively seized of the matter.



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/RES/872 (1993)
5 octobre 1993

RESOLUTION 872 (1993)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3288e séance,
le 5 octobre 1993

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 812 (1993) du 12 mars 1993 et 846 (1993) du 22 juin 1993,

Réaffirmant également sa résolution 868 (1993) du 29 septembre 1993 relative à la sécurité des opérations des Nations Unies,

Avant examiné le rapport du Secrétaire général en date du 24 septembre 1993 (S/26488 et Add.1),

Se félicitant de la signature de l'Accord de paix d'Arusha (y compris ses Protocoles) le 4 août 1993, et exhortant les parties à continuer de le respecter pleinement,

Notant la conclusion du Secrétaire général selon laquelle, pour permettre aux Nations Unies de jouer leur rôle avec efficacité et succès, les parties doivent coopérer pleinement l'une avec l'autre et avec l'Organisation,

Soulignant l'urgence qui s'attache au déploiement d'une force internationale neutre au Rwanda, telle que soulignée par le Gouvernement de la République rwandaise et par le Front patriotique rwandais, et réaffirmée par leur délégation conjointe dépêchée auprès des Nations Unies,

Rendant hommage au rôle joué par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et par le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie dans la conclusion de l'Accord de paix d'Arusha,

Déterminé à ce que les Nations Unies apportent, à la demande des parties, dans un environnement pacifique et avec l'entière coopération de toutes les parties, leur pleine contribution à la mise en oeuvre de l'Accord de paix d'Arusha,

1. Accueille favorablement le rapport du Secrétaire général (S/26488);
2. Décide de créer une opération de maintien de la paix intitulée la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) pour une période

de six mois, étant entendu que celle-ci ne sera prolongée au-delà de la période initiale de quatre-vingt-dix jours qu'une fois que le Conseil de sécurité aura examiné un rapport du Secrétaire général indiquant si des progrès appréciables ont été réalisés ou non dans la mise en oeuvre de l'Accord de paix d'Arusha;

3. Décide que, à partir des recommandations du Secrétaire général, la MINUAR aura le mandat suivant :

a) Contribuer à assurer la sécurité de la ville de Kigali, notamment à l'intérieur de la zone libre d'armes établie par les parties s'étendant dans la ville et dans ses alentours;

b) Superviser l'accord de cessez-le-feu, qui appelle à la mise en place de points de cantonnement et de rassemblement et à la délimitation d'une nouvelle zone démilitarisée de sécurité ainsi qu'à la définition d'autres procédures de démobilisation;

c) Superviser les conditions de la sécurité générale dans le pays pendant la période terminale du mandat du gouvernement de transition, jusqu'aux élections;

d) Contribuer au déminage, essentiellement au moyen de programmes de formation;

e) Examiner, à la demande des parties ou de sa propre initiative, les cas de non-application du protocole d'accord sur l'intégration des forces armées, en déterminer les responsables et faire rapport sur cette question, en tant que de besoin, au Secrétaire général;

f) Contrôler le processus de rapatriement des réfugiés rwandais et de réinstallation des personnes déplacées, en vue de s'assurer que ces opérations sont exécutées dans l'ordre et la sécurité;

g) Aider à la coordination des activités d'assistance humanitaire liées aux opérations de secours;

h) Enquêter et faire rapport sur les incidents relatifs aux activités de la gendarmerie et de la police;

4. Approuve la proposition du Secrétaire général d'intégrer la Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda (MONUOR), telle qu'établie par la résolution 846 (1993) au sein de la MINUAR;

5. Se félicite des efforts et de la coopération de l'OUA pour aider à mettre en oeuvre l'Accord de paix d'Arusha, et notamment de l'intégration du Groupe d'observateurs militaires neutres (GOMN II) dans la MINUAR;

6. Approuve de plus la proposition du Secrétaire général d'effectuer de façon échelonnée le déploiement et le retrait de la MINUAR et note, dans ce contexte, que le mandat de la MINUAR, s'il est prolongé, devrait s'achever à la suite des élections nationales et de la mise en place d'un nouveau gouvernement au Rwanda, événements programmés pour octobre 1995, en tout état de cause au plus tard pour décembre 1995;

/...

7. Autorise dans ce contexte le Secrétaire général à déployer, dans les délais les plus brefs, pour une période initiale de six mois, un premier contingent à Kigali au niveau d'effectifs spécifié dans le rapport du Secrétaire général, dont la mise en place complète permettra l'installation des institutions de transition et l'exécution des autres dispositions pertinentes de l'Accord de paix d'Arusha;

8. Invite le Secrétaire général, dans le cadre du rapport auquel il est fait référence dans le paragraphe 2 ci-dessus, à faire également rapport sur les progrès de la MINUAR à la suite de son déploiement initial, et se déclare déterminé à examiner en tant que de besoin, sur la base de ce rapport et dans le cadre de l'examen auquel il est fait référence dans le paragraphe 2 ci-dessus, la nécessité de procéder à des déploiements additionnels dont le volume et la composition seront conformes aux recommandations du Secrétaire général dans son rapport (S/26488);

9. Invite le Secrétaire général à étudier les moyens de réduire l'effectif maximum total de la MINUAR, sans que ceci affecte la capacité de la MINUAR à exécuter son mandat, et demande au Secrétaire général, lorsqu'il préparera et réalisera le déploiement échelonné de l'opération, de chercher à faire des économies et de faire rapport régulièrement sur les résultats obtenus dans ce domaine;

10. Accueille favorablement l'intention du Secrétaire général de nommer un Représentant spécial qui prendrait la tête de la MINUAR sur le terrain et exercerait son autorité sur tous ses éléments;

11. Prie instamment les parties de mettre en oeuvre de bonne foi l'Accord de paix d'Arusha;

12. Demande au Secrétaire général de conclure un accord sur le statut de la MINUAR et de tout le personnel qui y participe au Rwanda avec diligence pour que celui-ci entre en vigueur aussi tôt que possible après le début de l'opération, au plus trente jours après l'adoption de cette résolution;

13. Exige que les parties prennent toutes mesures voulues pour garantir la sécurité de l'opération et du personnel qui y participe;

14. Lance un appel pressant aux Etats Membres, aux institutions spécialisées des Nations Unies ainsi qu'aux organisations non gouvernementales, pour qu'ils fournissent et intensifient leur assistance économique, financière et humanitaire en faveur du peuple rwandais et du processus de démocratisation au Rwanda;

15. Décide de rester activement saisi de la question.



Security Council

Distr.
GENERAL

S/RES/872 (1993)
5 October 1993

RESOLUTION 872 (1993)

Adopted by the Security Council at its 3288th meeting,
on 5 October 1993

(
The Security Council,

Reaffirming its resolutions 812 (1993) of 12 March 1993 and 846 (1993) of 22 June 1993,

Reaffirming also its resolution 868 (1993) of 29 September 1993 on the security of United Nations operations,

Having considered the report of the Secretary-General of 24 September 1993 (S/26488 and Add.1),

Welcoming the signing of the Arusha Peace Agreement (including its Protocols) on 4 August 1993 and urging the parties to continue to comply fully with it,

Noting the conclusion of the Secretary-General that in order to enable the United Nations to carry out its mandate successfully and effectively, the full cooperation of the parties with one another and with the Organization is required,

Stressing the urgency of the deployment of an international neutral force in Rwanda, as underlined both by the Government of the Republic of Rwanda and by the Rwandese Patriotic Front and as reaffirmed by their joint delegation in New York,

Paying tribute to the role played by the Organization of African Unity (OAU) and by the Government of the United Republic of Tanzania in the conclusion of the Arusha Peace Agreement,

Resolved that the United Nations should, at the request of the parties and under peaceful conditions with the full cooperation of all the parties, make its full contribution to the implementation of the Arusha Peace Agreement,

1. Welcomes the report of the Secretary-General (S/26488);
2. Decides to establish a peace-keeping operation under the name "United Nations Assistance Mission for Rwanda" (UNAMIR) for a period of six months subject to the proviso that it will be extended beyond the initial ninety days only upon a review by the Council based on a report from the Secretary-General as to whether or not substantive progress has been made towards the implementation of the Arusha Peace Agreement;
3. Decides that, drawing from the Secretary-General's recommendations, UNAMIR shall have the following mandate:
 - (a) To contribute to the security of the city of Kigali inter alia within a weapons-secure area established by the parties in and around the city;
 - (b) To monitor observance of the cease-fire agreement, which calls for the establishment of cantonment and assembly zones and the demarcation of the new demilitarized zone and other demilitarization procedures;
 - (c) To monitor the security situation during the final period of the transitional government's mandate, leading up to the elections;
 - (d) To assist with mine clearance, primarily through training programmes;
 - (e) To investigate at the request of the parties or on its own initiative instances of alleged non-compliance with the provisions of the Arusha Peace Agreement relating to the integration of the armed forces, and pursue any such instances with the parties responsible and report thereon as appropriate to the Secretary-General;
 - (f) To monitor the process of repatriation of Rwandese refugees and resettlement of displaced persons to verify that it is carried out in a safe and orderly manner;
 - (g) To assist in the coordination of humanitarian assistance activities in conjunction with relief operations;
 - (h) To investigate and report on incidents regarding the activities of the gendarmerie and police;
4. Approves the Secretary-General's proposal that the United Nations Observer Mission Uganda-Rwanda (UNOMUR) established by resolution 846 (1993) should be integrated within UNAMIR;
5. Welcomes the efforts and the cooperation of the OAU in helping to implement the Arusha Peace Agreement, in particular the integration of the Neutral Military Observer Group (NMOG II) within UNAMIR;
6. Further approves the Secretary-General's proposal that the deployment and withdrawal of UNAMIR should be carried out in stages and notes in this connection that UNAMIR's mandate, if extended, is expected to terminate following national elections and the installation of a new government in Rwanda,

/...

events which are scheduled to occur by October 1995, but no later than December 1995;

7. Authorizes the Secretary-General, in this context, to deploy the first contingent, at the level specified by the Secretary-General's report, to Kigali for an initial period of six months, in the shortest possible time, which, when fully in place, will permit the establishment of the transitional institutions and implementation of the other relevant provisions of the Arusha Peace Agreement;

8. Invites the Secretary-General, in the context of the report referred to in paragraph 2 above, also to report on the progress of UNAMIR following its initial deployment, and resolves to review as appropriate, on the basis of that report and as part of the review referred to in paragraph 2 above, the requirement for further deployments in the scale and composition recommended by the Secretary-General in his report (S/26488);

9. Invites the Secretary-General to consider ways of reducing the total maximum strength of UNAMIR, in particular through phased deployment without thereby affecting the capacity of UNAMIR to carry out its mandate, and requests the Secretary-General in planning and executing the phased deployment of UNAMIR to seek economies and to report regularly on what is achieved in this regard;

10. Welcomes the intention of the Secretary-General to appoint a Special Representative who would lead UNAMIR in the field and exercise authority over all its elements;

11. Urges the parties to implement the Arusha Peace Agreement in good faith;

12. Also requests the Secretary-General to conclude expeditiously an agreement on the status of the operation, and all personnel engaged in the operation in Rwanda, to come into force as near as possible to the outset of the operation and no later than thirty days after the adoption of this resolution;

13. Demands that the parties take all appropriate steps to ensure the security and safety of the operation and personnel engaged in the operation;

14. Urges Member States, United Nations agencies and non-governmental organizations to provide and intensify their economic, financial and humanitarian assistance in favour of the Rwandese population and of the democratization process in Rwanda;

15. Decides to remain actively seized of the matter.



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/RES/846 (1993)
22 juin 1993

RESOLUTION 846 (1993)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3244e séance,
le 22 juin 1993

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant sa résolution 812 (1993) du 12 mars 1993,

Prenant note du rapport intérimaire du Secrétaire général en date du 20 mai 1993 (S/25810 et Add.1),

Prenant note également des demandes formulées par les Gouvernements du Rwanda et de l'Ouganda concernant le déploiement d'observateurs le long de leur frontière commune, en tant que mesure de confiance temporaire (S/25355, S/25356, S/25797),

Soulignant la nécessité de prévenir une reprise des combats, qui pourrait avoir des conséquences négatives sur la situation au Rwanda et sur la paix et la sécurité internationales,

Soulignant la nécessité d'une solution politique négociée dans le cadre des accords devant être signés par les parties à Arusha, pour mettre fin au conflit au Rwanda,

Saluant les efforts déployés par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie pour promouvoir une telle solution politique,

Prenant note de la requête conjointe du Gouvernement du Rwanda et du Front patriotique rwandais (FPR) adressée au Secrétaire général concernant la mise en place d'une force internationale neutre au Rwanda (S/25951),

Soulignant l'importance des négociations en cours à Arusha, entre le Gouvernement du Rwanda et le FPR, et exprimant sa disponibilité à envisager d'aider l'OUA à mettre en oeuvre les accords dès qu'ils auront été signés,

1. Accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général (S/25810 et Add.1);

2. Décide de créer la Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda (MONUOR) qui sera déployée du côté ougandais de la frontière pour une période initiale de six mois, conformément au rapport du Secrétaire général (S/25810 et Add.1) et susceptible d'être révisée tous les six mois;

3. Décide que la MONUOR devra observer la frontière entre l'Ouganda et le Rwanda vérifier qu'aucune assistance militaire ne parvient au Rwanda, l'accent étant mis essentiellement à cet égard sur le transit et le transport à travers la frontière, par des routes ou des pistes où peuvent passer des véhicules, d'armes meurtrières et de munitions, ainsi que de tout autre matériel pouvant être utilisé à des fins militaires;

4. Prie le Secrétaire général de conclure avec le Gouvernement de l'Ouganda, avant le déploiement complet de la MONUOR, un accord sur le statut de la Mission incluant la sécurité, la coopération et le soutien que le Gouvernement de l'Ouganda fournira à la MONUOR;

5. Approuve l'envoi d'un détachement précurseur dans une période de quinze jours suivant l'adoption de cette résolution ou le plus tôt possible après la conclusion de l'Accord sur le statut de la Mission et le déploiement complet dans une période de trente jours après l'arrivée du détachement précurseur;

6. Prie instamment le Gouvernement du Rwanda et le FPR de respecter strictement les règles du droit humanitaire international;

7. Prie instamment aussi le Gouvernement du Rwanda et le FPR de s'abstenir de toute action susceptible d'entretenir la tension;

8. Se félicite de la décision du Secrétaire général d'appuyer les efforts de paix de l'OUA par la mise à disposition de deux experts militaires, en vue d'apporter une assistance au Groupe d'observateurs militaires neutres (GOMN), en particulier par une expertise logistique afin d'aider à accélérer le déploiement d'un GOMN élargi au Rwanda;

9. Appelle le Gouvernement du Rwanda et le FPR à conclure rapidement un accord de paix global;

10. Prie le Secrétaire général de lui faire rapport sur les résultats des pourparlers de paix d'Arusha;

11. Prie aussi le Secrétaire général de lui faire rapport sur la contribution que les Nations Unies pourraient apporter pour aider l'OUA à mettre en oeuvre l'accord susmentionné et de commencer à faire des plans au cas où le Conseil déciderait que cette contribution est nécessaire;

12. Prie également le Secrétaire général de lui faire rapport sur la mise en oeuvre de la présente résolution, dans une période de soixante jours suivant le déploiement de la MONUOR;

13. Décide de rester activement saisi de la question.



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/RES/846 (1993)
22 juin 1993

RESOLUTION 846 (1993)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 3244e séance,
le 22 juin 1993

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant sa résolution 812 (1993) du 12 mars 1993,

Prenant note du rapport intérimaire du Secrétaire général en date du 20 mai 1993 (S/25810 et Add.1),

Prenant note également des demandes formulées par les Gouvernements du Rwanda et de l'Ouganda concernant le déploiement d'observateurs le long de leur frontière commune, en tant que mesure de confiance temporaire (S/25355, S/25356, S/25797),

Soulignant la nécessité de prévenir une reprise des combats, qui pourrait avoir des conséquences négatives sur la situation au Rwanda et sur la paix et la sécurité internationales,

Soulignant la nécessité d'une solution politique négociée dans le cadre des accords devant être signés par les parties à Arusha, pour mettre fin au conflit au Rwanda,

Saluant les efforts déployés par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie pour promouvoir une telle solution politique,

Prenant note de la requête conjointe du Gouvernement du Rwanda et du Front patriotique rwandais (FPR) adressée au Secrétaire général concernant la mise en place d'une force internationale neutre au Rwanda (S/25951),

Soulignant l'importance des négociations en cours à Arusha, entre le Gouvernement du Rwanda et le FPR, et exprimant sa disponibilité à envisager d'aider l'OUA à mettre en oeuvre les accords dès qu'ils auront été signés,

1. Accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général (S/25810 et Add.1);